

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 ÉVRY COURCOURONNES Cedex

ÉVRY COURCOURONNES, le 5 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LORY FONDERIES

ZI de Brières les Scellés
BP 167
91150 ETAMPES

Références : D2024- 0206
Code AIOT : 0006503834

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement LORY FONDERIES implanté lieu dit Les Merisiers ZI Brières les Scellés 91150 BRIERES LES SCELLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 23 février 2024, l'inspection des installations classées a été informée qu'un incident était en cours sur le site LORY FONDERIES.

L'inspection réalisée le 29 février 2024 avait pour but de déterminer les conséquences environnementales éventuelles de ce sinistre, d'en comprendre les causes et d'échanger avec l'exploitant sur les propositions techniques qui pourraient être mises en œuvre afin de maîtriser le risque d'apparition d'un nouvel incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORY FONDERIES
- lieu dit Les Merisiers ZI Brières les Scellés 91150 Brières-les-Scellés
- Code AIOT : 0006503834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LORY FONDERIES fabrique des contre-poids de grue mobile (30 % de la production), des masses en fonte pour les chariots de manutention et pour les machines de travaux publics (30 % de la production) ainsi que des quilles de bateaux (30 % de la production).

LORY FONDERIES a également développé une gamme de produits pour le matériel agricole (10 % de la production).

Cette société, implantée dans la zone industrielle de Brières-les-Scellés au lieu-dit « Les Merisiers » a été construite en 1972. L'usine a été reprise en avril 1997 par le groupe hollandais NIJG après deux dépôts de bilan. 80 % du chiffre d'affaires est réalisé à l'export.

À noter que le site précédemment exploité par la société LORY FONDERIES a été repris par la société LORY INTERNATIONAL le 10 février 2024.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
2	Déclaration des accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 29 février 2024 a permis de constater que l'incident survenu le 23 février n'a pas eu de conséquence environnementale notable.

Cette inspection a toutefois permis d'identifier une zone d'accumulation de poussières, propice au feu couvant. L'exploitant s'est engagé à mettre en place un nettoyage régulier de la zone concernée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions administratives applicables
Prescription contrôlée : Si l'installation autorisée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration à la préfecture, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation en indiquant s'il s'agit d'une personne physique, ses noms, prénoms et domicile et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social et la qualité du signataire de la déclaration.
Constats : Lors de l'inspection du 29 février 2024, l'exploitant a déclaré que, par jugement du 9 février 2024, le tribunal de commerce d'ÉVRY a prononcé la résolution du plan de redressement et la liquidation judiciaire de la société LORY FONDERIES. Monsieur CARLESIMO a déclaré que la société LORY INTERNATIONAL, dont il est le président, est le nouvel exploitant du site à compter du 10 février 2024.

L'inspection des installations classées a précisé à l'exploitant qu'il doit déclarer le changement d'exploitant à Madame la préfète de l'Essonne, selon les modalités fixées à l'article R181-47 du Code de l'Environnement et en précisant la date de reprise des activités précédemment exercées par la société LORY FONDERIES.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déclaration des accidents et incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions administratives applicables

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

Le 23 février 2024, l'inspection des installations classées a été informée qu'un incident était en cours sur le site LORY FONDERIES.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Essonne a transmis sur le Système d'Information, de Renseignement et de Communication Opérationnels (SIRCO) les informations suivantes :

- les sapeurs pompiers sont intervenus pour un feu ;
- aucune victime ;
- 31 personnes ont été évacuées et regroupées au sein d'un point de rassemblement ;
- le feu intéressait environ 7 m³ de poussière de sable, situé dans un bâtiment à structure métallique d'une surface d'environ 300 m² ;
- le feu a été éteint au moyen de deux lances à eau ;
- des relevés de température ont été réalisés au moyen de la caméra thermique ;
- aucun chômage technique, l'activité reprenant le lendemain ;
- les équipes du groupe opérationnel spécialisé en risque chimique ont procédé à des reconnaissances. Aucun risque n'a été détecté.

Par appel téléphonique du 23 février 2024, l'exploitant a précisé que l'incident est clos.

L'exploitant a précisé que l'incident a été provoqué par la fusion d'un bardage plastique suite à des projections de métal lors d'une coulée. L'exploitant a ajouté que les pompiers se sont repliés après 2h d'intervention et que la production reprendrait le lendemain.

Par courriel du 24 février 2024, l'exploitant a confirmé que les activités ont bien repris normalement dès le lendemain de l'incident.

Lors de l'inspection du 29 février 2024, l'inspection des installations classées a pu constater les éléments suivants :

- le bardage plastique en cause dans le sinistre sépare l'atelier AMIG (fonderie / coulée) et la sablerie ;

- côté atelier AMIG : des projections de fonte en fusion lors du perçage de la poche de coulée sont en cause dans le sinistre. L'exploitant a proposé la mise en place de bardage métallique permettant de protéger les installations des projections de fonte en fusion ;

- côté sablerie : l'accumulation de poussières dans cet atelier, sur près d'un mètre de hauteur par endroit, a créé un environnement propice à un feu couvant. L'exploitant a déclaré que cette situation est due à des lacunes dans les opérations de nettoyage. Il précise que, dorénavant, une attention particulière serait portée sur le nettoyage de cet atelier.

Lors de l'inspection du 29 février 2024, l'exploitant a par ailleurs précisé que les eaux d'extinction ont été absorbées par le sable présent dans l'atelier sablerie. L'exploitant a précisé que ces sables souillés ont été évacués comme déchets.

Par courriel du 26 février 2024, l'exploitant a transmis un compte rendu de la réunion extraordinaire du comité social et économique et une première version de la fiche de notification d'accident / d'incident qui devra toutefois être complétée. L'inspection des installations classées a par ailleurs précisé à l'exploitant qu'il devra joindre les bordereaux de suivi des déchets dangereux associés à la prise en charge des sables souillés.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats :

Lors de l'inspection du 29 février 2024, il a été constaté la présence, à l'extérieur, devant le local de stockage des peintures, d'une palette sur laquelle étaient stockés des fûts d'un volume approximatif de 200 litres, sans qu'ils ne soient associés à une cuvette de rétention.

Ces conditions de stockage ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

